

Pages de gauche

Mensuel d'opinions socialistes

ÉDITORIAL

Autoritarisme d'Etat

Une avancée époustouflante de l'autoritarisme d'Etat a marqué la dernière session parlementaire. En violation ouverte des principes élémentaires des droits de la personne humaine, la révision de la Loi sur l'asile a passé la rampe du Conseil national. Seule une poignée de démocrates-chrétiens a parfois voté avec la gauche. Quant à la refonte de la loi sur les étrangers, elle est ouvertement teintée de racisme tout en mettant en cause le statut de celles et de ceux qui vivent depuis de longues années sous les cieux helvétiques en attendant l'octroi logique d'un permis C.

Deux autres débats s'inscrivent également dans ce même registre de politiques autoritaires. La libéralisation de l'économie énergétique d'abord. Faisant fi de la volonté populaire, le «bloc bourgeois» entend introduire les mécanismes de l'économie de marché capitaliste au plus vite. Quant au droit de recours des associations, sa restriction met notamment une muselière à celles et ceux qui se battent contre une politique urbanistique insensée.

Toutes ces décisions ont été prises par une majorité bourgeoise compacte. PDC et PRD ne peuvent aucunement invoquer un prétendu suivisme de l'UDC nécessaire pour lui couper l'herbe sous les pieds.

Or, les politiques autoritaires s'accompagnent toujours d'attaques contre la gauche et des personnes qu'elle représente. Gageons que nous assisterons bientôt à une recrudescence des invectives lancées à l'encontre des «socialistes dans tous les partis». Une situation qui ne serait pas sans rappeler les années 1930, période autoritaire par excellence. A cette occasion, un des prédécesseurs les plus illustres de Christoph Blocher, le catholique-conservateur Jean-Marie Musy, avait alors apostrophé la gauche depuis le perchoir en septembre 1932 en ces termes: «La présence de chacun d'entre vous au Conseil national, n'est point une absolue nécessité.» *Réd.*



DOSSIER

Les banques au cœur du capitalisme suisse

Les bénéfices des grandes banques suisses explosent; et pourtant, la gauche helvétique n'y trouve pas grand-chose à redire. Comme le rappelle Gian Trepp (à lire aux pages 7-8), voici vingt ans qu'elle a abandonné le domaine de la politique bancaire aux œuvres d'entraide. Avec une conséquence très négative pour ceux qui croient en la nécessité d'entraver le développement d'un capitalisme financier qui ressemble trop souvent à une loterie sinistre: jamais, probablement, les intérêts bien compris d'une majorité de la population suisse n'ont été aussi divergents de ceux des banques. Pourtant, jamais non plus les intérêts des banques n'auront autant été identifiés avec ceux du pays. Cette contradiction que personne ne relève est pourtant apparue clairement encore lors des négociations bilatérales. Les dispositions permettant à la Suisse de conserver son secret bancaire y ont été défendues (avec succès) par les fonctionnaires fédéraux. Une politique du crédit répondant à d'autres logiques que celle du profit est cependant possible – même si elle reste encore en grande partie à tracer.

> Suite du dossier en pages 5 à 10

Point fort
Repenser la critique des médias.

Page 3

Syndicalisme et monde du travail
Contre le travail du dimanche – votations du 27 novembre.

Page 4

International
Elections allemandes, la gauche s'obstine à poursuivre un programme de réformes néo-libérales.

Page 13

L'électricité compromise des socialistes

Olivier Barraud, président PS Renens (VD) et secrétaire syndical SEV.

Le 10 mars 2005, les syndicats européens des transports sont réunis à Strasbourg pour dénoncer la libéralisation du domaine ferroviaire. Entre deux syndicalistes, un député européen socialiste s'exprime. Ni une ni deux, ledit député explique à ce public international aux convictions bien trempées que la libéralisation est inévitable, qu'il faut s'y résoudre et l'accompagner. En quelques secondes, les sifflets et autres signes de protestation fusent. Acculé, l'orateur s'enfonce: «Ne vous trompez pas de cible, il faut savoir être pragmatique». Un militant CGT lance un cri du cœur: «Va-t-en, vieil homme!». Et c'est logiquement que les discussions sur la prestation du bonhomme et le parti socialiste s'amorcent. Assez fier, je défends mon parti en expliquant aux collègues européens le combat victorieux du parti socialiste suisse (PSS) contre la loi sur le marché de l'électricité (LME) en 2002. Je leur décris notre succès en votation populaire et le large refus du principe de la libéralisation d'un secteur. Fin de l'épisode.

Quelques mois plus tard, un collègue atterré m'appelle pour me faire visionner un extrait du TJ. J'y découvre un conseiller national socialiste décrivant la libéralisation de l'électricité en deux étapes comme un compromis acceptable. La jour-

naliste s'en étonne, puis interroge. Réponse: «Le parti socialiste et les syndicats tendent la main à un compromis. On doit trouver une solution (avec la droite) pour combler un vide juridique». Ma fierté d'appartenir au PSS fond alors comme neige au soleil. Face au collègue, je sens bouillir une saine colère. Compromis? Tendre la main? Plus déçu que fâché, je cherche à comprendre la prise de position du groupe socialiste. J'imagine une stratégie visant à éviter la libéralisation en une étape voulue par les partis bourgeois. Une sorte de stratégie du moindre mal?

Difficile pourtant d'accepter ce volte-face, d'autant plus incompréhensible que le PSS a adopté le rejet de la libéralisation du marché de l'électricité en juin 2004. A mes yeux, rien ne peut justifier un tel revirement vis-à-vis d'un électeur nous faisant (encore) confiance. Aujourd'hui plus que jamais, le compromis est un outil qui doit être manié avec beaucoup de précaution. Bien sûr, la capacité à faire des compromis est saluée par nos adversaires. Même parfois, cette capacité est bien pratique pour faciliter certaines ambitions politiques. Mais l'on doit (re)trouver, dans les fondements de nos convictions, le courage de s'opposer. Et je m'indigne de cette facilité déconcertante à ne pas respecter la volonté du souverain pour en terminer par un coup de gueule: il n'est pas rare qu'un compromis soit en réalité une compromission...

Pages de gauche

Mensuel d'opinions socialistes

Abonnement annuel: Fr. 49.-
Abonnement de soutien: Fr. 130.-

Contact par courrier ou à
info@pagesdegauche.ch
www.pagesdegauche.ch

Rédaction et secrétariat:

Case postale 7126, 1002 Lausanne
info@pagesdegauche.ch

Rédaction:

Arnaud Bouverat (AB), Maurizio Colella (MC), Olivier Longchamp (OL), André Mach (AM), Philippe Mivelaz (PhMi), Salima Moyard (SM), Philipp Müller (PhMü), Rebecca Ruiz (RR), Géraldine Savary (GS), Mathias Schaefer (MS), Yves Steiner (YS), Jean Tschopp (JT), Christian Vullioud (CV), Julien Wicki (JW).

Comité:

Cesla Amarelle, Olivier Barraud, Michel Cambrosio, Dan Gallin, Carole-Anne Kast, Lionel Kaufmann, Pierre-Yves Maillard, Jean-Marie Meillard, Stéphane Montangero, Chantal Peyer, Eric Peytremann, Florian Ruf, Alberto Velasco.

Comité de parrainage:

Franco Cavalli, Valérie Garbani, Stéphane Rossini.

Collaboration permanente:

Anouk Henry, Grégoire Junod, Kevin Luximon (Site Internet), Alexandre Mariéthoz, Séverine Tys, Claude Vaucher.

Maquette:

Marc Dubois, MDVR, Lausanne.

Mise en page:

Christian Vullioud, Le Brassus.

Impression:

Imprimerie du Journal de Sainte-Croix.

SOMMAIRE

- 1 Autoritarisme d'Etat
- 2 L'électricité compromise des socialistes
- 3 Pour une nouvelle critique des médias à l'ère de la communication numérique
- 4 Droit au repos
- 5 à 10 Dossier: Les banques au cœur du capitalisme suisse
- 11 Elections allemandes: ni «noir-jaune» ni «rose-verte»
- 12 Tensions électriques
- 13 Neuchâtel: à quoi sert l'or de la BNS?
- 13 Elections au Grand Conseil genevois «Souriez, ça va changer!»
- 14 Kristin Ross Mai 68 et ses vies ultérieures
- 15 Page de droite – Humeur
- 16 La dernière – Agenda



Pour une nouvelle critique des médias à l'ère de la communication numérique

Une lecture manichéenne du monde médiatique n'est plus adéquate. Pas plus qu'une dénonciation des dérives journalistiques sans défendre et appliquer pour soi l'éthique de la profession.

Manuel Grandjean
Directeur du Service Ecoles-Médias du Département genevois de l'Instruction publique.

A gauche, la critique des médias repose sur un schéma bien connu: la puissance engendre la corruption. L'information étant plus que jamais une ressource-clé, les moyens de communication appartenant de plus en plus à des concentrations qui, souvent, se livrent à des activités industrielles, les journalistes seraient devenus – de façon massive et homogène – les «nouveaux chiens de garde» du système économique.

Cette analyse sous-tend, avec plus ou moins de nuances, l'action des associations de critique des médias en France, lesquelles n'ont pour l'instant pas d'équivalent en Suisse. *Acrimed*, née de l'occultation par la grande presse du mouvement social de 1995, note que «la confusion entre pluralité et diversité [des médias] permet d'entretenir l'illusion du pluralisme». L'Observatoire français des médias observe que ce sont les médias, «puissance sans contrepoids», «qui fixent les termes du débat politique et en sélectionnent les acteurs».

UN FAISCEAU CONSERVATEUR

Aussi pertinente qu'elle puisse être, cette critique radicale des médias, calquée sur le schéma des luttes de l'ère industrielle, ne suffit plus. Peut-être même détourne-t-elle aujourd'hui de l'enjeu fondamental qui est posé à nos sociétés surinformées, du moins en Occident.

Il faut d'abord noter que, dans la sphère du néo-capitalisme, la propriété n'est pas égale à un contrôle absolu sur les contenus et que des journalistes, dans tous les médias, s'efforcent et

réussissent à pratiquer un journalisme de qualité. Des propos comme ceux de l'industriel français Serge Dassault, qui a déclaré que l'acquisition de l'*Express* et du *Figaro* lui permettrait de «faire passer un certain nombre d'idées saines», restent marginaux. Le spectacle offert par nos médias le démontre quotidiennement: il n'y apparaît généralement aucune ligne cohérente, mais un faisceau reflétant l'air du temps, donc conservateur et excluant les extrêmes.

En réalité, ce qui intéresse aujourd'hui les patrons de presse et les éditeurs, c'est avant tout la rentabilité et non la cohérence idéologique. Ce n'est pas pour une autre raison, par exemple, que le marchand d'armes Lagardère, via sa maison d'édition *Les Mille et une nuits*, héberge la collection de livres d'*Attac*... On pourra évidemment invoquer la récupération ou une tolérance alibi, mais non sans risque de céder à la théorie du complot.

LE MONOPOLE PERDU DES JOURNALISTES

Le schéma d'une confiscation des médias par les puissants souffre d'un bien plus grand décalage encore, lié aux évolutions récentes et massives du monde de la communication.

Premièrement, la valeur de l'information change: elle doit maintenant être accessible gratuitement. Evolution ambivalente, puisque l'information est à la fois dévalorisée par son imbrication avec la publicité qui la finance, et à la fois survalorisée par l'idée que, comme l'air ou l'eau, il s'agit d'un bien commun de l'humanité.

Deuxièmement, un nouveau moyen a fait une entrée en force dans l'arène médiatique: Internet, un média qui modifie

très profondément l'accès à l'information et sa production.

Ces mutations mettent en crise le journalisme. Dans les médias, il est attaqué par la dépendance financière croissante envers la publicité. Face au public, il a perdu ses prérogatives, en raison de la possibilité d'accéder en ligne directement à des sources et de publier ses propres textes, images ou sons.

Quant aux milieux progressistes, ils ne se sont jamais vraiment sentis concernés par les valeurs journalistiques – recherche de différentes sources, vérification rigoureuse, rectification des erreurs, respect des personnes, parole donnée à toutes les parties, honnêteté intellectuelle –, ni dans leur façon de faire le procès des médias, ni dans leur usage des moyens de communication. Mais ce qui pouvait être une

stratégie payante (ou du moins cohérente) dans un monde médiatique simple – les médias inféodés aux puissants d'un côté, les masses de l'autre – est aujourd'hui stérile.

De même que le sociologue Luc Boltanski appelait il y a quelques années à dépasser les anciens schémas d'analyse pour critiquer un capitalisme qui avait su se redéployer, il faut repenser la critique des médias. Dans le brouhaha médiatique actuel, il apparaît moins important de conquérir des espaces d'expression dans les médias en place que de défendre la position de médiateur digne de crédit qui devrait être celle du journaliste et œuvrer à ce que chacun acquiert – dès la scolarité – les moyens intellectuels de décrypter l'information reçue et d'en diffuser de façon responsable.

DEMAIN, ON INFORME GRATIS...

Qui en est encore prêt à payer pour obtenir de l'information? Cette marche vers la gratuité a été amorcée dès le moment où les médias ont choisi de vendre leur audience plutôt que leur travail. Mais elle semble aujourd'hui avoir largement conquis les esprits, progressivement habitués à recevoir sans payer – ni demander – un flux continu de nouvelles mêlées à des sollicitations commerciales.

Pour la presse écrite, cette évolution prend la forme d'une offensive ravageuse des journaux gratuits. Même la Romandie n'est plus épargnée, depuis l'annonce de la parution prochaine du *Matin Bleu*, le gratuit que le groupe *Edipresse* lancera pour garder sa position dominante sur le marché publicitaire au risque de «cannibaliser» le lectorat de ses autres titres.

Ce glissement vers la gratuité n'est évidemment pas sans impact sur la qualité de l'information. Elle amène les journalistes à n'être plus que des producteurs de contenus, chargés de remplir de façon attractive et lisse les interstices laissés libres par les publicitaires. On ne s'étonnera donc pas de voir progresser dans quasiment tous les médias la part des nouvelles anecdotiques (faits divers, vie des célébrités...) et pratiques (conseils, agendas...), voire de reportages publicitaires ou sponsorisés camouflés en articles rédactionnels.

Droit au repos

Le 27 novembre, nous nous prononcerons sur une ouverture généralisée dans le secteur de la vente et des services à l'intérieur des gares et des aéroports les dimanche. Première étape d'un combat de la droite pour parvenir in fine à la transformation du dimanche en jour ouvrable.

«Le dimanche efface la rouille de toute la semaine», écrit Joseph Addison, essayiste britannique du XVIII^e (*The Spectator*, 1711).

Flash-back. 1996, deux tiers des votants refusent une ouverture des magasins six dimanche par année. Solution de compromis transitoire, puisque quelques années plus tard la droite se refait avec la motion adoptée fin 2004 par le Conseil des Etats qui vise, en fait, à généraliser le travail du dimanche.

Voici la teneur du nouvel article: «Les magasins et entreprises de services situés dans les aéroports et dans les gares à forte fréquentation considérés comme des centres de transports publics peuvent occuper des travailleurs le dimanche». Dans une mauvaise foi sublime, le «camarade» Weibel, président de la direction des CFF et partisan de la révision de la loi explique: «Nous ne voulons rien d'autre que garder le statu quo». La droite économique, le patronat et Hôtellerie Suisse souhaitent renoncer à toute limitation de la gamme de marchan-

dises et de prestations vendues le dimanche. Il s'agit d'autoriser le travail du dimanche sans limitation dans le secteur de la vente et des services (banques, magasins spécialisés, assurances, ...) pour les établissements situés dans tous les centres de transports publics. La transformation des gares en centres commerciaux ouverts le dimanche entraînera une augmentation du travail dans d'autres secteurs. Afin qu'un centre commercial puisse fonctionner le dimanche, il faut aussi que des personnes travaillent dans les transports routiers, la logistique, l'industrie alimentaire ou encore le ramassage des déchets. Surtout, l'effet d'un oui ne s'arrêterait pas là. Écoutez les prévisions du sénateur PDC, Urs Schwaller, favorable au oui: «Inéluctablement, la nouvelle norme légale pour les gares videra encore plus de sa substance l'interdiction du travail du dimanche. Tout droit spécial octroyé à certains points de vente appelle des concessions en faveur d'autres commerces pour respecter l'égalité de traitement». Afin de s'opposer à la transformation

du dimanche en jour ouvrable, syndicats, gauche, Eglises et petits commerces ont lancé un référendum contre cette déréglementation du droit du travail.

Actuellement, une ouverture limitée des magasins dans vingt-cinq gares et dans les aéroports suisses se pratique déjà en toute légalité pour autant qu'elle corresponde à un besoin des voyageurs et des touristes.

CONTRE-RÉFORME

La loi sur le travail prévoit pour les travailleur-euse-s employé-e-s dans l'industrie, l'artisanat et le commerce des limites quant à la durée maximale de la semaine de travail et impose des compensations au travail supplé-

mentaire. En rien, la révision voulue par la droite n'épouse la raison d'être de cette loi: l'instauration de protections de droit public pour des métiers dont la pénibilité est avérée. Si cette révision provoquera un transfert du chiffre d'affaires sous l'angle des heures d'ouverture du temps de travail et de celui des magasins spécialisés vers les supermarchés, elle ne créera pas d'emploi. Dans un contexte européen où la Suisse détient déjà une des législations du travail les plus libérales, les travailleurs en situation de précarité, femmes et étrangers, seraient les premiers à pâtir d'un tel durcissement.

Jean Tschopp

POSITION CLARIFIÉE

Le parti socialiste suisse a pris «officiellement» position contre l'ouverture des magasins le dimanche, le 17 septembre dernier. Deux questions. Fallait-il réellement relancer le débat alors que le PSS avait déjà annoncé son soutien à la récolte de signatures? Ensuite devons-nous réellement opposer un syndicaliste charmant mais quinquagénaire, André Daguët, à une jeune et fringante conseillère nationale zurichoise, Chantal Galladé? Résultat, il fut facile aux commentateurs de stigmatiser le conservatisme funeste du syndicalo-socialisme au progressisme de la nouvelle génération.

Sur le fond, les arguments des défenseurs du projet témoignent d'une ignorance totale des réalités du monde du travail, de la vie des familles et des rapports de force existant dans ce pays. Pour ces jeunes femmes socialistes, la liberté de chacun est une des clés de leur engagement, quand bien même cette liberté se construit au détriment de celle des autres. Les vendeuses ont le droit de travailler le dimanche, les habitants ont le droit de faire leurs achats à n'importe quel moment, les entreprises ont le droit de faire le plus d'argent. Et pour donner à cet objectif un vernis socialiste, ils déclarent que c'est mieux pour les familles. Ainsi, si madame travaille le dimanche, monsieur peut s'occuper des enfants. On croit rêver. Voilà le nouveau modèle familial. Des enfants qui ne croisent jamais leurs parents et des parents qui ne se croisent jamais. C'est vrai qu'ainsi cela évite conflits et débats. Sur ce sujet, le PSS aurait pu faire de même.

COUCHEPIN NE VEUT PAS QUE L'ON REMBOURSE LES MAMMOGRAPHIES. ET LES RHINOGRAPHIES?



DOSSIER : LES BANQUES AU CŒUR DU CAPITALISME SUISSE

Les banques au cœur du capitalisme suisse

La Suisse est le pays qui détient le plus de capitaux à l'étranger par tête d'habitant et ses instituts financiers forment le plus important centre de gestion de fortune offshore du monde. Et cette place financière se porte bien, merci! Les 338 banques établies en Suisse ont réalisé en 2004 leur meilleur résultat depuis 2000 et le troisième meilleur de toute leur histoire. Le bénéfice net cumulé en 2004 se situe aux alentours de 16 milliards de francs (dont la moitié pour la seule UBS), environ dix fois le déficit de la Confédération (1.6 mia en 2004). Seulement en 1999 et 2000, les bénéficiaires avaient atteint des montants supérieurs, avec 17.3 et 19.5 milliards.

En un mot, la place financière suisse est un géant financier dont la puissance est sans commune mesure avec la taille du pays. «Formidable!» crient tous ceux qui identifient l'intérêt national à ceux de ses principaux instituts financiers. C'est cependant oublier un peu vite les ingrédients de ce «succès»: car les banques suisses ne sont pas au-dessus de tout soupçon. Grâce au secret bancaire, la place financière suisse est en effet un havre de paix pour les capitaux issus de la fraude fiscale, pour le blanchiment d'argent sale, ou pour investir dans des pays lointains auprès d'entreprises ou de régimes qui ont le sens des affaires, mais pas toujours celui des droits de l'homme. A cet avantage considérable

s'ajoutent la stabilité politique et une discrète générosité fiscale, qui ont aussi contribué à la réputation de la place financière helvétique.

AU CŒUR DU CAPITALISME: LES BANQUES

Même si le secteur financier ne se limite pas aux banques et englobe aussi les assurances, les sociétés de réassurance ou les sociétés fiduciaires, celles-ci jouent un rôle central dans la dynamique du capitalisme. En tant qu'intermédiaire financier (collecte de dépôts et distribution de crédit), les banques représentent des acteurs majeurs de la vie économique. En Suisse, les grandes banques ont accumulé les positions de pouvoir à travers les liens étroits qu'elles ont tissé au cours du siècle avec toutes les grandes entreprises de ce pays. Alors que les théoriciens marxistes du début de siècle parlaient à ce propos de l'essor du «capitalisme financier», défini comme la concentration des intérêts industriels et bancaires, la période récente est bien différente.

Elle se caractérise au contraire par l'autonomisation croissante de la sphère financière du reste de l'économie. Ainsi, le rôle des banques s'est profondément modifié au cours des vingt dernières années. Avec la libéralisation des marchés et des progrès informatiques, les marchés financiers représentent une nouvelle donne pour le fonctionnement du capitalisme et les banques en par-



ticulier. Aujourd'hui, les profits des grandes banques suisses proviennent davantage d'opérations financières n'ayant le plus souvent qu'un rapport très lointain avec la sphère productive matérielle – on parle à cet égard d'un «capitalisme de casino».

LA CRITIQUE DU POUVOIR DES BANQUES

La gauche suisse s'est régulièrement attelée par le passé à la critique du pouvoir des banques; cette critique visait d'une part la concentration de pouvoir bancaire et industriel suisse, d'autre part le rôle de refuge fiscal des banques suisses, et enfin les relations ambiguës entretenues par la place financière avec les dictateurs les plus abjects de la planète. Pourtant, la gauche suisse a eu quelques réti-

cences à développer une politique alternative à l'égard des banques. Il est vrai que du côté de la place financière, on sait rappeler les taux d'intérêts bas et les «100'000 emplois» des banques dont on prophétise la suppression lorsque les critiques deviennent dangereuses, comme lors de l'initiative populaire de la gauche pour l'abolition du secret bancaire dans les années 1980.

Ces dernières années en revanche, la gauche est restée muette sur cette question. Pourtant au moment où les grandes banques se restructurent massivement et réduisent leurs effectifs, il est plus que jamais nécessaire de développer une politique de contrôle de la place financière.

*André Mach et
Olivier Longchamp*

L'histoire de la place financière suisse.

Un siècle de succès, et une histoire méconnue.

6

Le paysage bancaire aujourd'hui:

un tour d'horizon de la place financière suisse actuelle montre que les activités des grandes banques sont de plus en plus axées sur les rendements des activités boursières et des placements financiers.

7

Gian Trepp,

un des principaux spécialistes de la place financière suisse, trace les contours de ce que pourrait être une politique bancaire de gauche.

8-9

Interview de Jean-Claude Huot,

responsable à la Déclaration de Berne de la lutte contre l'évasion fiscale et le blanchiment d'argent.

10

DOSSIER : LES BANQUES AU CŒUR DU CAPITALISME SUISSE

Sur l'histoire de la place financière suisse

Quelques remarques historiques pour dévoiler les étapes d'une «success-story» méconnue.

Malgré son importance, l'histoire de la place financière suisse reste encore très largement à écrire. Ses grands axes sont cependant connus. Et ceux-ci montrent de façon concordante que si la place financière suisse est d'importance internationale aujourd'hui, c'est au cours du 20^e siècle qu'elle l'est devenue. A la fin du 19^e siècle en effet, la place financière suisse n'a de loin pas l'envergure de Londres, de Francfort ou de Paris, qui sont alors les centres de la finance mondiale. Le territoire de la Confédération leur sert plutôt d'arrière-cour.

AU TOURNANT DU 20^E SIÈCLE, LA PLACE FINANCIÈRE SUISSE S'ORGANISE

Dès les années 1870 cependant, les banques suisses s'organisent et avec elles le capitalisme financier. La création de la Banque nationale suisse, en 1907, et, à la même période, l'organisation de cartels d'émission ou la fondation de l'Association suisse des banquiers, montrent qu'à la veille de la Première Guerre mondiale, la finance helvétique a su se dégager peu à peu de la tutelle des places étrangères. Elle a accompli à la faveur de la «deuxième révolution industrielle» une croissance rapide en misant sur un statut de «junior partner» par rapport à la France et à l'Allemagne. Sa complaisance fiscale en fait – déjà ! – un refuge pour les capitaux de la bourgeoisie mondiale. Ainsi, divers prospectus publicitaires des banques helvétiques destinés aux clients français vantent les mérites du «compte-joint» (un type de compte commun qui permet de

contourner l'impôt sur les successions), allant parfois jusqu'à imprimer sur leur verso l'horaire des meilleurs trains pour aller des métropoles françaises aux coffres discrets de Bâle ou de Genève.

1914-1945: LA PLACE FINANCIÈRE SUISSE PROPULSÉE SUR UNE ORBITE INTERNATIONALE

Ce n'est qu'à partir de la Première Guerre mondiale que la place financière Suisse est propulsée sur une orbite internationale. Trois éléments y concourent.

Entre 1914 et 1918, de très importants crédits sont accordés aux belligérants par les banques suisses. Ces crédits fructueux se doublent à la fin des hostilités d'un autre avantage lié lui aussi à la guerre: le financement de cette grande tuerie a en effet plongé les finances publiques des principales puissances européennes dans des situations qui déstabilisent profondément les systèmes monétaires. Le franc suisse, pourtant éprouvé, affiche par comparaison avec d'autres devises (comme par exemple le *Reichsmark* qui s'effondre en 1923) une stabilité remarquable qui lui vaut une confiance accrue de la part des détenteurs de grandes fortunes européennes.

Ensuite, l'adoption de la loi sur les banques en 1934 institutionnalise le secret bancaire avec son fameux article 47. La violation de celui-ci ressort désormais du domaine pénal (elle est donc en principe poursuivie d'office) et entraîne de sévères amendes ou même des peines de prison. Dans un contexte marqué par la violente crise économique des années trente et par un renforcement

international de la rigueur fiscale, cet atout allait se révéler décisif pour attirer les capitaux soustraits aux impôts. De plus, il permet d'éviter tout contrôle étatique des banques. Un tel contrôle était pourtant alors revendiqué par la gauche helvétique, car plusieurs grandes banques n'avaient dû leur survie dans ces années de crise qu'à une aide sonnante et rébuchante massivement octroyée par l'Etat.

Enfin, la Deuxième Guerre mondiale achève de conférer à la place financière suisse son statut de premier plan. Le franc suisse – d'une stabilité une fois de plus incomparable – reste la seule monnaie internationale librement convertible et devient au fond et de fait, rien d'autre que la première devise mondiale. Le rôle de plaque tournante du commerce d'or allemand joué par la Suisse durant cette période est entre temps connu. S'il n'est pas de nature à soigner l'image helvétique dans les discussions diplomatiques de l'après-guerre, il permet tout de même aux directeurs de la BNS de relever en 1948 non sans fierté que les stocks d'or accumulés dans les coffres de la banque centrale sont par tête d'habitant les plus élevés au monde.

LES TRENTE GLORIEUSES: COMBATTRE L'INFLATION

Au lendemain de la guerre, les critiques officielles contre l'attitude et le rôle de la Suisse durant les années précédentes sont fortes. Ceci n'empêche pas les capitaux d'affluer une fois de plus en Suisse, dans un contexte marqué sur le plan international par une grande instabilité monétaire, des natio-

nalizations et un renforcement de la fiscalité. La liquidité du marché des capitaux helvétiques devient d'ailleurs telle que, dès les années cinquante, des mesures doivent être prises pour éviter une baisse trop brutale des taux d'intérêts. La politique qui est dès lors adoptée par les élites dirigeantes helvétiques – avec le soutien passif de la social-démocratie entre temps intégrée à l'appareil institutionnel helvétique (cf. p. 8-9) – consiste à tout faire pour conserver et développer les avantages acquis auparavant. On adopte une politique de stabilité monétaire aussi rigoureuse que possible, le tout en sacralisant le secret bancaire et en louant le rôle positif des banques pour l'économie helvétique.

UNE CRITIQUE ÉTOUFFÉE

A la fin des années 1970 et au début des années 1980, la contestation politique des affaires troubles des banques prit une tournure plus sévère. «L'affaire de Chiasso» touchant le Crédit Suisse, les liens évidents entre les banques et l'Afrique du Sud ou avec de notoires dictateurs (Marcos, Mobutu...) créèrent un climat politique favorable à une remise en cause du secret bancaire, sollicitée par une initiative lancée par le Parti socialiste suisse et bientôt rejetée (en 1984). Les deux décennies suivantes, marquées par une crise économique lancinante et un néolibéralisme triomphant, ont cependant fait cesser ces contestations – pour la meilleure santé de la place financière.

Olivier Longchamp

DOSSIER : LES BANQUES AU CŒUR DU CAPITALISME SUISSE

Le paysage bancaire aujourd'hui : bref tour d'horizon

Depuis le début des années 1990, les banques suisses se restructurent profondément en réduisant leurs effectifs et en durcissant leur politique de crédit.

Une des spécificités du secteur bancaire helvétique réside dans l'importance de la gestion de fortune. Dans ce domaine, les banques suisses totalisent près d'un tiers de la gestion de la fortune mondiale. Selon les statistiques de la Banque nationale suisse, la valeur totale des titres de la clientèle des banques représentait près de 3'500 milliards de francs suisses en 2004, dont les 57% étaient détenus par des clients étrangers, soit sous forme d'actions, d'obligations (un tiers chacun) ou de parts à des fonds de placement (un peu moins de 25%). Cependant, les activités des banques ne se réduisent pas à ce type d'activité.

DIMINUTION DE L'EMPLOI

Pour faire taire les critiques à leur égard, les milieux bancaires réalisent régulièrement des études sur le poids des banques dans l'économie suisse afin de souligner leur importance, aussi bien en termes d'emplois que de contribution à la richesse nationale. Si le secteur financier représenterait un peu moins de 15% du PIB suisse (dont 11% pour les banques en 2002) selon l'Office fédéral de la statistique, le nombre de places de travail est nettement plus faible. Le secteur financier sur un plan général (incluant les assurances et les autres services financiers) emploie un peu plus de 200'000 personnes en Suisse, dont environ 100'000 pour les banques. Alors que durant les années 1970 et 1980, le nombre d'emplois avait fortement crû dans le secteur bancaire, compensant en partie les pertes de places de travail dans l'industrie, le nombre d'emplois dans les banques a diminué fortement (-17%) à partir du début des années 1990. Les rationalisations et l'abandon des tâches non-rentables sont passés par là (voir tableau).

TRÈS FORTE CONCENTRATION

Une autre caractéristique majeure du secteur bancaire est sa très forte concentration, qui s'est encore accélérée au cours des quinze dernières années, avec de nombreuses fusions et disparitions d'établissements. Les deux grandes banques (UBS et Crédit suisse) concentraient près de deux tiers du total des bilans des banques. Elles comptaient également un peu plus de 50'000 emplois en Suisse en 2004 contre une proportion encore plus importante dans leurs filiales étrangères. Elles sont devenues de véritables «*global players*», actifs sur l'ensemble de la planète, dont la majeure partie des bénéfices se fait maintenant à l'étranger. Ce sont des banques universelles, actives dans tous les domaines, des prêts hypothécaires jusqu'aux activités de banque d'investissement à l'échelon international.

Cependant, ce serait une erreur de mettre dans le même paquet l'ensemble des banques. Il existe en effet une grande diversité au sein de la branche, et leurs activités et sources de revenus varient d'une catégorie de banque à l'autre. Outre les grandes banques, les deux autres principales catégories sont les banques cantonales et les banques privées (à côté des banques régionales et des banques étrangères établies en Suisse). Les banques cantonales, qui occupent un peu plus de 15'000 personnes, restent beaucoup plus ancrées dans le tissu économique régional que les grandes banques. Enfin, la quinzaine de banques privées sont quant à elles spécialisées dans le domaine de la gestion de fortune.

TRANSFORMATIONS DES ACTIVITÉS BANCAIRES

Face à la libéralisation des marchés financiers et les innova-

tions technologiques en matière informatique, les activités des banques et leurs sources de bénéfices se sont fortement diversifiées au cours des vingt dernières années. A travers leur rôle d'intermédiaire financier, les banques réalisaient principalement leurs bénéfices à travers le différentiel de taux d'intérêt entre les dépôts sur leurs comptes et les capitaux prêtés. La part des revenus des intérêts ne cessent de diminuer par rapport à ceux provenant des commissions (prestations de service, négoce de titres et papiers valeurs).

Les activités des banques, en particulier des grandes, sont de plus en plus axées sur les rende-

ments de la gestion de fortune, des activités boursières et des placements financiers (*investment banking*, mise en bourse des entreprises, négoce des titres, fusions et acquisitions, conseils aux entreprises), qui sont devenus plus rentables que la politique de crédit traditionnelle. Cela explique aussi le retrait des grandes banques du marché suisse, depuis le début des années 1990, que ce soit en termes d'emplois, de leur source de revenu (en 2004, sur 8 milliards de bénéfice, l'UBS en a réalisé six à l'étranger), de leur politique de crédit aux PME locales, dont la rentabilité serait devenue insuffisante.

André Mach



DONNÉES GÉNÉRALES SUR LES BANQUES SUISSES

	Nbre d'établissements	Nbre de comptoirs	Emplois en Suisse	Emplois à l'étranger	Emplois totaux
1990	625	5762	119717	7909	127626
1991	592	5675	118429	8062	126491
1992	569	5542	115317	8325	123642
1993	529	5325	113078	8851	121929
1994	494	5173	111868	9403	121271
1995	413	4945	110117	9863	119980
1996	403	4827	108115	11656	119771
1997	394	4609	106912	12779	119691
1998	376	4350	107057	11630	118687
1999	372	4098	107952	11645	119597
2000	375	4037	111919	13079	124998
2001	369	3959	106871	14194	121065
2002	356	3912	104527	13798	118325
2003	342	3833	99460	13455	112915
2004	338	3783	99547	16081	115628

Sources: BNS. Les banques suisses (publication annuelle).

DOSSIER : LES BANQUES AU CŒUR DU CAPITALISME SUISSE

Gian Trepp, spécialiste de la place financière suisse, développe dans l'article suivant - paru dans la Wochenzeitung du 7 juillet dernier - une critique de la politique complaisante pratiquée depuis de trop longues années par le PSS à l'égard des banques. Morceaux choisis.

Rompre avec le pacte bourgeois

Le PSS et l'argent, ou comment la Suisse pourrait devenir une plaque tournante dans l'espace financier européen. Il est grand temps pour la social-démocratie helvétique d'inscrire la place financière et les banques à son agenda politique.

La transformation de la place financière suisse en une plaque tournante de l'espace financier européen pourrait, premièrement, créer des places de travail et, deuxièmement, contribuer à mettre sur pied une Europe pacifique, sociale et écologique. Utopie ?

Cette transformation serait possible si la gauche helvétique parvenait, au moyen d'une politique financière et bancaire qui lui soit propre, à briser l'hégémonie que le capitalisme financier anglo-américain d'inspiration néolibérale exerce sur les places financières. A ce jeu là, la politique de la gauche possède un avantage stratégique: elle crée davantage d'emplois que le capitalisme financier actuel qui conduit exactement à l'inverse (baisse des coûts et destruction massive de places de travail). Le potentiel de création d'emplois de la politique financière et bancaire de la gauche la rend capable d'obtenir les suffrages d'une majorité de la population. C'est la thèse qui sera développée ici.

POUR UN CAPITALISME SOCIAL EUROPÉEN

En quoi donc l'espace financier européen serait-il à venir ? Le rêve germano-français d'une superpuissance européenne s'est interrompu avec l'échec de la Constitution européenne. L'Europe a besoin d'un nouveau cap. Le fiasco de l'idée consistant à postuler un nouvel état fédéral européen est aussi le retour en force d'une «Europe des patries»

(Charles de Gaulle), donc du modèle d'une union d'Etats fondée sur des intérêts économiques convergents. Ceci suppose la renationalisation et la re-régulation des relations économiques et financières internes à l'Europe, ce qui laisse entrevoir un espace financier et économique européen plus ou moins découpé des marchés globalisés dominés par les USA. Un tel espace économique des nations européennes est l'antithèse de la libre-économie de marché néolibérale. Cet espace économique et financier européen pourrait représenter à moyen terme une variante spécifique du capitalisme, que j'aimerais appeler «capitalisme social».

Quelques mots au sujet de ce «capitalisme social». Le capitalisme repose sur trois piliers – la propriété privée, le marché et la concurrence – au sein desquels les trois facteurs de production – la terre, le travail et le capital – déploient leur dynamique productive. Le processus économique qui en résulte porte à la fois préjudice au facteur travail et au facteur terre au profit du facteur capital. Le capitalisme social, c'est le capitalisme financier domestiqué, la revalorisation du travail combinée avec le contrôle du capital, la limitation des profits individuels par l'intérêt commun social et écologique et la liaison de l'économie financière à l'économie réelle. Le capitalisme social crée de l'emploi par le contrôle des profits, tandis que le capitalisme financier maximise le profit au détriment du travail.

Si l'on regarde l'avenir, les contours d'une union d'Etats européens d'un type nouveau apparaissent. Ces Etats ont lié leur économie nationale – plus ou moins étroitement et à des degrés écologiques et sociaux divers – à une économie et à un espace financier européen. Ce dernier a besoin d'une plaque tournante d'un type nouveau, capable de jouer le rôle de commutateur et de chambre de compensation pour les courants financiers internationaux des différentes économies nationales et qui réponde aux besoins des banques centrales, à ceux des banques et caisses d'épargne locales et régionales, ou des banques coopératives, écologiques ou alternatives. Si la qualité des prestataires privés de services financiers est bonne et si la légalité des affaires conclues est assurée, alors la Suisse sera partie prenante de cet espace financier européen, comme membre de l'Union Européenne ou comme membre associé – une question d'ailleurs d'importance secondaire. La place financière suisse pourrait ainsi servir également comme interrupteur entre l'Europe et une finance mondiale dont la re-politisation et la re-régionalisation paraît aujourd'hui être un scénario plausible.

Si la politique financière et bancaire de la gauche parvenait vraiment à instaurer les bases légales d'une plaque tournante financière telle que décrite ci-dessus, des places de travail supplémentaires figureraient en récompense à la clé. Il s'agirait alors de places de travail dont la création dépendrait de mutations qualitatives, et non d'une croissance simplement quantitative – pourtant toujours souhaitée par l'économiste en chef de l'USS Serge Gaillard et le secrétaire d'Etat à l'économie Jean-Daniel Gerber.

COMMENT LA GAUCHE SUISSE SE POSITIONNE FACE À LA PLACE FINANCIÈRE

Réforme ou révolution ? Le comportement de la gauche suisse à l'égard de la place financière et des banques reflète les deux traditions historiques du mouvement ouvrier. La ligne – avortée – marxiste-léniniste des combats révolutionnaires de la classe ouvrière contre le capital financier, est représentée par le parti communiste suisse et toutes les organisations qui lui ont succédé. L'autre, la tradition réformiste – triomphante – du pacte bourgeois unissant la social-démocratie (PSS) avec le capital financier, suppose que soit renoncé à une politique spécifique en matière bancaire ou de place financière. Ce pacte bientôt centenaire se fonde sur la stabilité politique, sans laquelle les affaires extérieures des grandes banques n'auraient pas pu prospérer. Grâce à cette stabilité, les placements des riches de ce monde affluent depuis un siècle en Suisse pour y être administrés. Des capitaux que les banques investissent ensuite à l'étranger et gèrent depuis la Suisse.

En guise de gratification pour cette paix sociale, le cartel des forces bourgeoises octroya aux élites du PSS quelques prébendes au sein du marché bancaire intérieur. Les portes, auparavant verrouillées, des conseils d'administration des banques cantonales et des caisses d'épargne et de crédit locales se sont ouvertes à l'élite du PSS. Simultanément, des places de travail bien rétribuées sont apparues dans les grosses banques et même le fisc encaisse sa part du profit réalisé par la place financière. Le pacte bourgeois entre PSS, capital et peuple s'exprime jusque dans la composition de la commission fédérale des banques, qui est dirigée depuis des décennies, et à la grande satisfaction des grandes

banques, par le citoyen radical bernois Kurt Hauri et par le camarade socialiste Daniel Zuberbühler.

LA POLITIQUE BANCAIRE DÉLAISSÉE PAR LE PSS

La seule tentative sérieuse de la part du PSS de rompre ce pacte bourgeois conclu avec les grandes banques et de mettre en pratique sa propre politique était l'attaque frontale contre le secret bancaire de 1984 qui a échoué devant le verdict des urnes. Dix ans plus tard, en 1994, le PSS s'était à nouveau replié dans son abstinence traditionnelle en matière de politique bancaire et financière. Le concept économique développé en 1994 par un groupe de travail proche du président du PSS d'alors, Peter Bodenmann, déclinait expressément toute politique bancaire. Ceci au nom de l'argument selon lequel une «pure société de services» constituée de façon prépondérante de banques et d'assurances ne pouvait pas représenter le but d'une politique économique de gauche. C'est dans l'industrie que la politique économique du PSS comptait, en 1994, développer de nouvelles places de travail; une stratégie qui se révéla bientôt illusoire.

Dans le sillage de son actuel 94^e concept économique, la realpolitik du PSS a de nouveau abandonné le thème des banques et de la place financière au néolibéralisme triomphant. La realpolitik du PSS n'a rien à redire ou presque, non plus, au sujet de la transformation dans la seconde moitié des années nonante des trois grandes banques suisses en deux instituts américains factices selon les meilleures recettes du capitalisme financier anglo-américain. Pendant toutes ces années, le PSS abandonnait volontiers la partition critique à l'égard des banques aux œuvres d'entraide et à Jean Ziegler.

L'HÉGÉMONIE FINANCIÈRE DES USA

L'implosion de la New Economy au printemps 2000 et l'attaque contre le WTC en septembre 2001 ont déclenché un processus qui a transformé de fond en comble la politique, l'économie et la finance mondiales. Rien n'est plus pareil. Et il en est de même pour la place financière suisse. Le pays de

cocagne que la Suisse était devenu dans la constellation politique de la guerre froide n'existe plus. Le pacte bourgeois que le PSS avait conclu avec les deux grandes banques UBS et Crédit Suisse et avec les trois grosses assurances (Swiss Re, Zurich Financial et Swiss Life) est lui aussi remis en cause. La question actuelle est la suivante: le PSS reste-t-il le «Junior-partner» attentiste du capital financier, ou décide-t-il au contraire de développer sa propre politique en matière de banques et de place financière?

La direction suivie par les deux grandes banques et les trois super-assurances est claire. Celles-ci se définissent comme des unités de «Global-Shareholder Value», qui cherchent à maximiser leur valeur sur les marchés financiers dominés par les USA. Leur modèle d'activité consiste à acquérir de l'argent qu'elles gèrent ensuite sur les marchés financiers globalisés. Pour se procurer de l'argent, elles affichent l'étiquette helvétique; pour le placer, elles insistent sur leur lien avec la superpuissance US. Dans cette stratégie, le nombre de places de travail de la place financière suisse est d'une importance secondaire. L'UBS, porteuse de l'étendard du capitalisme financier en Suisse occupe ainsi 66'000 collaborateurs dans le monde, 26'000 en Suisse, autant aux USA, 10'000 en Europe et 4'000 en Asie. Le nombre de places de travail aux USA a tendance à augmenter, tandis qu'il diminue en Suisse.

UN MAUVAIS DEAL POUR LA GAUCHE

Si le PSS prolonge le pacte bourgeois traditionnel avec le capital financier, cela aura alors – pour le formuler abruptement – deux conséquences: diminution du nombre de places de travail en Suisse et positionnement de la Suisse comme valet de l'impérialisme US. Ce sont là de graves désavantages potentiels pour l'économie nationale. Il y aura certes, en guise de consolation, de hauts rendements des capitaux pour l'actionariat international des deux grandes banques, des trois grosses assurances et des petits et moyens prestataires de services financiers. C'est pourtant une mauvaise affaire pour une grande majorité de la population suisse, une affaire par



ailleurs vouée d'avance à un succès restreint.

Les néolibéraux, comme Ospel ou Hildebrand, nouveau directeur de la BNS, taisent volontiers l'antagonisme profond qui oppose le néo-conservatisme et le néolibéralisme. Si les premiers vénèrent la force, les seconds vénèrent le marché. Reagan a gagné la guerre froide avec le marché comme arme. Aujourd'hui, Bush est en train d'offrir le pouvoir aux marchés. Sa doctrine de l'impérialisme unilatéral en matière de politique étrangère ne tolère que des barbares et des vassaux qui doivent être soumis, même au prix d'une violence illimitée et à celui de la liquidation des conventions de Genève. L'empire US n'a pas que des soldats et des armes dans son arsenal. Il est capable aussi de protectionnisme et de guerre économique. C'est à ceci que le futur vassal suisse devrait se frotter, au prix

des dommages que subirait l'économie nationale à un tel jeu.

L'Europe se trouve aussi sous la pression de la politique étrangère US, ce qui boucle le cercle du capitalisme social européen esquissé ici. Dans l'intérêt de l'économie suisse, la place financière serait bien inspirée de se positionner d'abord comme une plaque tournante de l'espace financier européen à venir, capable de s'entremettre dans les flux financiers provenant des économies européennes, et de n'être qu'en second lieu la plaque tournante du capital financier sur des marchés globalisés.

Traduction: Olivier Longchamp, pour Pages de gauche (intertitres de la rédaction)

Une version plus longue de la traduction de cet article se trouve sur www.pagesdegauche.ch.

BILATÉRALES ET FRAUDE FISCALE

Conclu dans la lignée des négociations bilatérales entre la Suisse et l'UE, l'accord sur la fiscalité de l'épargne - en vigueur depuis le 1er janvier 2005 - était censé diminuer l'attrait de l'évasion fiscale en Suisse. En principe, les citoyens de l'UE plaçant leur fortune dans une banque helvétique doivent désormais s'acquitter d'une retenue à la source de 15% des revenus de leurs placements (35% dès 2011) s'ils ne déclarent pas leur fortune aux autorités de leurs pays. Rien de moins compliqué pourtant que de contourner cet accord, qui ne s'applique pas à certains fonds de placements ni aux fonds détenus par des sociétés. Une simple boîte aux lettres dans les îles anglo-normandes suffit ainsi déjà à éviter cette retenue. En dépit des apparences, le secret bancaire helvétique préservé demeure donc le meilleur allié de celles et ceux dont la fraude fiscale est le sport favori. Les capitaux européens dissimulés en Suisse seraient d'ailleurs en augmentation.

DOSSIER : LES BANQUES AU CŒUR DU CAPITALISME SUISSE

«La lutte contre le blanchiment reste largement mal maîtrisée en Suisse»

Pages de Gauche a rencontré Jean-Claude Huot, secrétaire permanent à la Déclaration de Berne et spécialiste de la place financière suisse. Histoire de dresser un état des lieux de la lutte contre le blanchiment et l'impact des accord bilatéraux II sur les banques suisses.

Pages de gauche: Les banques suisses prétendent qu'avec l'entrée en vigueur des accords bilatéraux II, la question de leur transparence est désuète. Qu'en est-il vraiment ?

Jean-Claude Huot: Il ne s'agit pas de «transparence», mais de communication aux autorités fiscales d'informations sur les avoirs déposés dans les banques. La sphère privée reste protégée. Et d'ailleurs, la question n'est que provisoirement réglée. La directive européenne sous-jacente à l'accord sur la fiscalité des revenus de l'épargne contenu dans les bilatérales II est un compromis. L'Union européenne voulait un échange automatique d'informations. Or, sous la pression conjuguée de quatre pays qui connaissent le secret bancaire (Suisse, Autriche, Belgique et Luxembourg), l'Union a accepté un double système, tolérant une retenue à la source, actuellement de 11%, de 35% en 2011. Reste que l'Union européenne est insatisfaite du compromis atteint et tôt ou tard, elle reviendra à la charge.

Quand?

Assez rapidement. Les banques suisses proposent en effet à leurs clients européens des produits qui échappent à l'impôt à la source prévu par l'accord... Ce qui implique que les recettes issues de cet impôt seront nettement inférieures aux attentes. Cela fera réagir certains pays de l'Union.

Et quelle réaction à attendre ici de la société civile?

Disons que la société civile commence à peine à se mobiliser dans ce domaine. Le Réseau international pour la jus-

tice fiscale, dont la Déclaration de Berne fait partie, demande un échange automatique d'informations. Il fait pression non seulement sur le secret bancaire, mais également sur les trusts anglo-saxons.

La Déclaration de Berne revendique à ce titre l'abolition de la distinction entre fraude et évasion fiscales. Pourquoi?

La distinction entre fraude et évasion fiscale est une parfaite hypocrisie. Organiser sciemment ses revenus afin qu'ils ne soient pas imposés (évasion) est tout aussi grave que falsifier un document (fraude). Or, le droit fédéral fait de la fraude seule, un crime pouvant faire l'objet d'une entraide pénale internationale. Nous demandons que la Suisse accorde son aide judiciaire ou administrative à tout Etat qui veut connaître les montants des avoirs déposés en Suisse par leurs contribuables afin de pouvoir les imposer selon sa propre législation.

Pouvez-vous avancer des estimations quant au volume global de ces deux types de délits?

Un article récent du *Temps Finance* estimait les avoirs placés *offshore*, c'est-à-dire à l'étranger, des plus grandes fortunes de la planète à 9'000 milliards de dollars fin 2004. Or, selon cette même source, la place financière suisse avait sous gestion 28% de ce pactole, soit 2'500 milliards de dollars. La Suisse occupe ainsi la première place de ce marché devant le Luxembourg (16%), le Royaume-Uni et les îles Caraïbes (14% chacune)...

Mais qu'en est-il de l'imposition de ces capitaux?

Difficile de répondre car la proportion des avoirs non imposés relève de l'estimation. Le fameux rapport Montebourg du Parlement français la situait à 90%, la *Deutsche Bank* à 70%. Le monde bancaire suisse ne se risque guère à des évaluations, mais il veille très scrupuleusement à ce que la Suisse ne lâche aucun lest en matière d'entraide fiscale. On peut donc affirmer que plus de la moitié des avoirs déposés en Suisse ne sont pas déclarés au fisc du pays d'origine.

Les gestionnaires de fortunes suisses disent maîtriser le blanchiment d'argent sale. Or, on apprend régulièrement qu'il n'en est pas ainsi. Pensez-vous que notre place financière aurait pu accéder à sa position actuelle sans profiter des fonds provenant d'activités illicites ?

Il est vrai que la lutte contre le blanchiment reste largement mal maîtrisée en Suisse, le plus souvent par manque de rigueur dans l'application de la loi. On l'a vu en décembre 2004 à Genève où l'affaire du détournement de la dette angolaise envers la Russie a été classée en s'appuyant simplement sur le fait qu'aucun des deux Etats n'avait porté plainte... Cela étant, je n'irais pas jusqu'à dire que la place financière suisse dépend d'activités illicites. Je continue d'espérer que le savoir-faire des banquiers joue un rôle dans leur succès! Ils jouissent néanmoins d'un avantage comparatif illégitime vis-à-vis de leurs concurrents. Tant que la Suisse refuse d'aider des pays tiers à chercher des informa-

tions pour faire respecter leur loi fiscale, elle encourage le recel de biens publics.

Quelles sont les actions concrètes que nos lectrices et lecteurs pourraient entreprendre pour appuyer votre combat ?

Dernièrement une interlocutrice d'une grande banque suisse m'expliquait tout l'avantage qu'il y avait à baisser ses impôts. Je lui ai répondu que je préférerais payer ces derniers que des intérêts ou des frais de gestion. S'acquitter des impôts est largement plus utile à la collectivité dont on fait partie soi-même, que de verser des intérêts (par exemple pour un prêt hypothécaire) ou des frais de gestion élevés (pour un placement à l'étranger défiscalisé). A chacun de le rappeler.

Plus concrètement, tout élu, déjà au niveau communal, doit veiller à ce que l'administration fiscale dispose de moyens suffisants pour traquer l'évasion fiscale et à supprimer toute indulgence envers elle dans les lois. La fiscalité paraît très souvent hautement technique. Or la structure des impôts est révélatrice des choix de société. D'où l'importance d'apprendre et de débattre. A cet effet, le Réseau pour la justice fiscale au niveau international, la Déclaration de Berne et Alliance Sud au niveau suisse, constituent progressivement des instruments de formation et d'information que chacun et chacune peuvent rejoindre et utiliser.

Pour en savoir plus:
www.ladb.ch et
www.taxjustice.net

Elections allemandes: ni «noir-jaune» ni «rose-verte»

Le résultat des élections au parlement fédéral allemand est sans appel: les néolibéraux dans tous les partis ont subi une défaite. Malgré ce constat, le temps pour un gouvernement progressiste n'est pas encore mûr. Analyse et mise en perspective.

Par Michel Berger et Adrian Zimmermann, PS Berne-Sud.

Du point de vue de la politique allemande, les élections anticipées ont donné un résultat peu commun car aucun des deux blocs, le «noir-jaune» composé des conservateurs et des libéraux et le «rose-vert», ne disposent aujourd'hui d'une majorité parlementaire. Les sociaux-démocrates (SPD) et les Verts se sont barrés la route vers une possible coalition rose-rouge-verte voire un gouvernement minoritaire toléré par le *Linkspartei*, le parti de la gauche, ne s'obstinant à vouloir poursuivre dans la réalisation d'un programme de contre-réformes néolibérales. A défaut de surprises majeures, les conservateurs accéderont donc à la chancellerie.

La Grande coalition qui se profile ainsi ne modifiera guère la situation politique du pays. Déjà avant les élections, les décisions importantes du gouvernement – par exemple la contre-réforme *Hartz IV* – ne pouvaient être entérinées sans les voix du CDU en raison de sa position dominante au sein de la Chambre des états fédéraux (*Bundesrat*).

LE LINKSPARTEI COMME FACTEUR NOUVEAU

Unique parti à s'être déclaré hostile au néolibéralisme, le *Linkspartei* (Parti de Gauche) a connu l'accroissement le plus marqué en termes de voix. Né en vue de ces élections mais pensé en tant qu'instrument de la gauche allemande pour l'avenir, ce nouveau parti est composé de deux formations politiques.

Le PDS, parti qui succède au parti-état de la ex-RDA communiste, le SED, est aujourd'hui la troisième force dans les états fédéraux de l'est du pays. En

Mecklenbourg, en Pommeranie et à Berlin, il partage des responsabilités gouvernementales avec le SPD. Dans les quartiers orientaux de Berlin, le PDS a atteint pas moins que 47,5% des voix lors des dernières élections régionales. Jouant le rôle d'un véritable parti régional de gauche, le PDS peut être considéré comme une sorte de «seconde social-démocratie» à l'est.

La deuxième composante du *Linkspartei* est l'«Alternative électorale pour le travail et la justice sociale» (WASG) qui vient d'être fondée avant tout par des socialistes déçus – issus notamment de la base syndicale du parti –, qui entendaient rompre avec la politique du SPD de Schröder. Quant à leur *leader*, Oskar Lafontaine a donné sa démission du SPD immédiatement après l'annonce de nouvelles élections par Schröder et a fait son entrée au WASG.

Lors de la campagne électorale, le rôle de Lafontaine et du dirigeant du PDS Gregor Gysi a été décisif. Alors que la PDS n'a jamais réussi à dépasser 1% des voix dans les anciens états fédéraux de l'ouest (ancienne RFA), le *Linkspartei* a été crédité de 4% de l'électorat en septembre dernier dans cette partie du pays.

Un des aspects les plus positifs liés à la fondation de cette nouvelle formation politique réside certainement dans le fait qu'elle a réussi à incarner de façon crédible l'opposition de larges couches de la population à l'encontre de la politique néolibérale en cours. Sans le *Linkspartei*, beaucoup d'électeurs ne se seraient pas déplacés aux urnes ou auraient même pu donner leur voix au parti fasciste, le *NPD*, dont l'orientation n'est pas ouvertement néolibérale contrai-

rement à d'autres pays mais qui tente d'attirer les voix moyennant le mot d'ordre démagogique du «socialisme national» comme jadis les nationaux-socialistes.

LE RÔLE DE LA GAUCHE DU SPD

Quant aux représentants restants de la gauche du SPD, leur rôle sera important pendant les années à venir. Depuis sa déroute électorale, Schröder tente de diffuser la légende selon laquelle il aurait échoué en raison du soutien défaillante de la gauche de son parti. Or, en réalité c'est bien la politique néolibérale du gouvernement rose-vert qui explique les défaites électorales en cascade de la social-démocratie allemande et qui est à l'origine de la fondation du WASG.

La gauche du SPD sort renforcée de ces élections. Ainsi, les anciens présidents de la jeunesse socialiste sur le plan fédéral, Andrea Nahles et Niels Annen, et le président de la «Communauté de travail pour les questions des salariés», Ottmar Schreiner, entrent nouvellement au *Bundestag*. En outre, la gauche du parti a eu une influence non négligeable sur la campagne électorale. Compte tenu de la Grande coalition à venir, elle devra exercer une pression maximale sur la direction du parti en tâchant notamment de faire infléchir à gauche la ligne du SPD afin d'ouvrir à moyen terme la voie pour une coalition rose-rouge-verte.

Pendant la campagne, l'aile gauche a réussi à faire inscrire sa conception d'une assurance-citoyenne (financement des retraites et des caisses d'assurance-maladie selon un mode comparable à l'AVS en Suisse) dans le programme du SPD. Toutefois, ces signes positifs ne sau-

raient cacher que sa situation reste très précaire. Suite à la démission de quelques-uns de ces ténors et leur adhésion au PDS et plus tard au WASG, elle a été fortement affaiblie.

PERSPECTIVE «ROSE-ROUGE-VERTE»

Pour sa part, le *Linkspartei* ne s'est pas encore consolidé et ses deux composantes doivent évoluer d'une alliance électorale vers un parti politique. Gysi et Lafontaine estiment que ce processus prendra encore environ deux ans. En effet, sur le plan programmatique, les différences restent importantes. Alors que la plupart des représentants du WASG défendent des positions syndicales et socialistes solides, il existe aujourd'hui au sein du PDS des membres qui défendent des revendications hasardeuses du type «revenu minimal de base» que même certains néolibéraux invoquent de nos jours.

Au-delà de ces considérations, le résultat électoral démontre la maturité des électeurs allemands qui ont émis un signal d'opposition à la droitisation du SPD et des Verts sans pour autant désertir vers la droite. Une majorité structurelle à gauche du «bloc bourgeois» se trouve ainsi consolidée alors même qu'au sein de cette majorité progressiste son élément le plus à gauche, le *Linkspartei*, a été renforcé. Si le nouveau parti réussit à défendre ces positions et qu'il obtient à l'avenir des résultats lui permettant d'entrer à chaque reprise au parlement fédéral, le paysage politique allemand s'en verra profondément modifiée. C'est au plus tard à ce moment-là qu'une coalition de gauche formée par le SPD, les Verts et le *Linkspartei* sera à l'ordre du jour.

Tensions électriques

Le Parlement fédéral bafoue les décisions démocratiques en matière de libéralisation de l'économie énergétique. Référendum en vue. L'UBS abandonne le contrôle sur ATE, ce qui constitue une décision historique.

Avec la droite de ce pays, on n'est jamais à l'abri d'une surprise. Souvenons-nous, il y a environ trois ans, le peuple suisse, pourtant considéré comme «souverain» y compris dans les rangs des néo-conservateurs de l'UDC, refuse la libéralisation de l'économie électrique. Aujourd'hui, comme si de rien n'était, ou, pire encore, en prétendant interpréter le verdict populaire, le «bloc bourgeois» décide de libéraliser au plus vite ce secteur. En passant outre le compromis du Conseil fédéral qui envisageait une ouverture du marché pour les gros clients suivi d'une deuxième étape, soumise au référendum facultatif, touchant cette fois-ci tous les consommateurs.

INTÉRÊTS EN JEU

La droite fait donc comme si les pannes dans les marchés libéralisés n'avaient jamais existé et comme si les prix n'avaient jamais pris l'ascenseur à l'étranger suite aux libéralisations. Il faut donc se pencher sur les intérêts en jeu pour comprendre cette violation claire de la démocratie par les ténors du libéralisme débridé. Voici quatre explications possibles.

La première est idéologique. En effet, après vingt ans de bourrage de crâne néolibéral, un revirement par rapport à la question de l'électricité porterait atteinte à l'ensemble de la doctrine. Admettre que les expériences étrangères ont été un échec serait reconnaître que la libéralisation n'est pas une panacée.

La seconde est liée aux marchés financiers. Qui dit marché libéralisé dit également besoins accrus en liquidités pour financer des acquisitions et lancer des offres publiques d'achat (OPA). Dans ce domaine, les banques suisses ont une longue et solide expérience. A la fois en matière de lancement d'emprunts à grande échelle mais également en ce qui concerne le secteur particulier de l'énergie. Sans libéralisation, cette expertise et ce positionnement peuvent risquer d'être mis en cause.

La troisième raison est également financière. Elle concerne cette fois-ci les finances publiques. La libéralisation s'accompagne partout d'un processus de concentration du capital. Or, il existe aujourd'hui en Suisse un nombre important de petites et grandes centrales et réseaux de distribution dont la vente peut générer, le cas échéant, des recettes intéressantes pour des collectivités publiques en quête de moyens financiers.

Enfin, les grandes entreprises savent que, dans un marché libéralisé, il leur sera beaucoup plus facile de négocier des prix de faveur au détriment des ménages mais également des petites et moyennes entreprises (PME).

RESTRUCTURATION EN COURS

Devant ces tensions autour de l'avenir de l'économie électrique, les récents développements relatifs au contrôle des principaux acteurs sont instructifs. Avant le vote sur la Loi sur le marché de l'électricité (LME), les banques

suisses et les géants de l'énergie étrangers attendaient impatiemment le feu vert politique. Le *Crédit suisse* et l'allemande *E.on* dominaient *Watt S.A.*, l'*UBS* dirigeait *ATEL* à travers sa participation majoritaire dans *Motor-Columbus*, et *Electricité de France* (EDF) fricotait avec les centrales électriques bernoises. Avec le non, la donne a changé. Le *Crédit Suisse* et *E.on* se sont retirés de *Watt S.A.* en vendant leurs parts à la holding publique *Axpo* qui regroupe les cantons de Suisse orientale ainsi que Zurich et Argovie. Et l'*UBS* vient de se séparer de *Motor-Columbus*, la holding qu'elle avait elle-même créée dans les années 1920 en vue de l'expansion électrique de la Suisse en Amérique latine. Bref, les cartes ont été redistribuées tout en renforçant le rôle de l'Etat dans un secteur économique clef.

RÉFÉRENDUM EN VUE

Accepter la libéralisation que propose le Conseil national mettrait notamment en cause le rôle des collectivités publiques et hypothè-

querait la gestion démocratique de ce secteur. Ceci en raison de l'intérêt que pourraient avoir certaines communes de vendre leurs actions ou entreprises, mais également parce que cela raviverait les velléités expansionnistes des deux géants européens qui se livrent actuellement bataille en Europe. L'un est privé, *E.on*, et notamment impliqué dans les *Forces motrices bernoises*. L'autre est (encore) public, *EDF*, et participe à la nouvelle société *ATEL* issue de la vente des actions de l'*UBS* dans *Motor-Columbus*. L'entreprise française prétend encore que son engagement est uniquement financier. Mais la libéralisation la fera certainement changer d'avis.

Au-delà des arguments en faveur d'un référendum évoqués à plusieurs reprises dans nos colonnes, celui du contrôle public des infrastructures vitales doit être réaffirmé avec force. Si le Parlement s'obstine, la gauche se doit de lancer une nouvelle votation populaire.

Philipp Müller

ASSASSINAT DE SALAH JMOR À BAGDAD

Le 28 juin 2005 à Bagdad, une soldate états-unienne a abattu Salah Jmor, à bord d'une voiture conduite par son frère. Après être revenus sur le lieu du crime, les soldats états-uniens ont simplement dit qu'ils étaient «désolés». Quant à leur hiérarchie, elle a annoncé une enquête conduite par les militaires eux-mêmes.

D'origine kurde et naturalisé suisse, membre du parti socialiste genevois, Salah Jmor a consacré une grande partie de sa vie à la cause du peuple kurde. Il avait notamment représenté de 1982 à 1992 les Kurdes de Genève auprès de l'ONU, et joué un rôle essentiel pour faire connaître au monde le gazage par Saddam Hussein, en mars 1988, de 5.000 Kurdes à Halabja. Persévérant dans son engagement pacifiste, Salah Jmor avait fait ces derniers temps plusieurs voyages en Irak pour y oeuvrer en faveur d'une solution politique, entretenant notamment des relations avec des «gouvernementalistes» kurdes-irakiens. Son profil d'homme politique ne correspondait pas aux intérêts américains, pour gérer le commerce du pétrole de Kirkouk (grand centre pétrolier situé au Kurdistan et capitale de la région autonome kurde). Le tir de la soldate américaine peut être une terrible bavure. Mais le fait que les militaires états-uniens n'ont même pas daigné respecter leurs propres règles d'engagement (une seule balle a tué la victime, dans le siège du passager, alors que c'est le chauffeur de la voiture qui aurait dû être visé) est une des raisons de penser qu'il s'agit d'un acte délibéré destiné à liquider un libre-penseur, éduqué à la tolérance de la paix, socialiste en Suisse, avec l'idéal pro-indépendantiste du pays kurde et disposé à mettre son savoir-faire au service de la zone d'autodétermination kurde en Irak.

Face à cette situation, qu'il faut bien appeler l'affaire Salah Jmor, diverses interventions ont eu lieu et sont en cours, y compris de la part des collègues états-uniens de Salah au campus de l'Université de Kent, à Genève, ou encore de la part de parlementaires socialistes aux Chambres fédérales. Cette affaire a aussi fait l'objet d'une résolution de l'Assemblée des Délégué-e-s du parti socialiste suisse du 17 septembre qui demande que toute la lumière soit faite sur cette affaire, notamment en ce qui concerne une violation éventuelle des Conventions de Genève par les Etats-Unis et exige la mise sur pied d'une commission indépendante, notamment, de toute influence des Etats-Unis, chargée de faire toute la lumière sur cette affaire.

Eric Peytremann

Neuchâtel: à quoi sert l'or de la BNS?

Depuis l'échec, en 2002, de l'Initiative sur l'or de la BNS, portée par l'UDC, ainsi que de son contre-projet, cette question a été mise de côté. Mais aujourd'hui, les cantons cèdent un à un aux sirènes de la droite et investissent les sommes dégagées par l'or de la BNS pour «éponger la dette» de l'Etat: Vaud et Genève cet été, Fribourg début septembre. Or, une voix discordante vient de s'élever de Neuchâtel. La Fédération des Etudiant-e-s Neuchâtelois-es (FEN), avec l'appui de la Jeunesse Socialiste Neuchâteloise, différents syndicats et l'AVIVO, a réussi, le vendredi 16 septembre, à faire aboutir une initiative législative novatrice pour l'utilisation de cette manne.

UNE ALTERNATIVE POSSIBLE

Le projet de la FEN part d'un postulat simple et pourtant

trop souvent oublié: l'Etat ne dépense pas dans la formation, il investit. Une formation de qualité, ouverte à toutes et à tous, sans contingence ni sociale ni économique, est la meilleure garante d'une société prospère. C'est pourquoi la FEN propose que l'argent neuchâtelois de la BNS soit géré par une fondation composée, de manière paritaire, par les associations de jeunesse, les étudiant-e-s, les apprenti-e-s, les milieux économiques et les collectivités publiques. Cette fondation investirait dans des domaines précis, comme l'école obligatoire, l'école professionnelle ou encore l'aide aux jeunes entreprises. Ce vaste champ d'activité permettrait d'agir à tous les niveaux de formation, qui connaissent tous divers degrés d'inégalité des chances. De plus, cette aide différerait sensi-

blement de celle distribuée – notamment aux Hautes Ecoles – suivant des critères inacceptables de «rentabilité», «visibilité commerciale», etc.

Hors de question, pour cette Fondation, de se substituer à l'Etat: elle n'apportera qu'un complément aux prestations existantes, là où ces dernières sont insuffisantes. Le succès d'une telle initiative permettrait, tout d'abord, de fournir un outil efficace en faveur de la démocratisation de la formation et ce à tous ses niveaux. De plus, elle donnerait un signal fort à tous les bourreaux du service public qui sévissent sous l'étendard néo-libéral: non seulement nous ne les laisserons pas démanteler les acquis de la formation sans résistance mais nous nous battons pour l'améliorer afin qu'il

devienne le garant d'une société moins inégalitaire.

GAUCHE ET OBSESSION BUDGÉTAIRE

Cependant, cet ambitieux projet est déjà mis à mal. En effet, le Conseil d'Etat est passé comme chat sur braise à la fois sur l'initiative et sur le rapport d'une commission *ad hoc* du Grand Conseil. Il vient de proposer d'attribuer l'or de la BNS majoritairement au désendettement du canton. Par ce geste, la gauche au pouvoir montre une nouvelle fois qu'elle a choisi le rôle de «bon administrateur» du canton, plus obsédée encore par l'équilibre budgétaire que ne l'était la droite.

Julien Wicki

Plus d'information:
www.unine.ch/fen

Elections au Grand Conseil genevois «Souriez, ça va changer!»

Par Cyril Mizrahi,
vice-président du PS genevois.

C'était le slogan du PS; et c'est sûr, ça va changer, mais à leur stamm, les camarades rient jaune. 16h15, premiers résultats, douche froide. Avec l'entrée du Mouvement Citoyens Genevois, dissidence de l'UDC, l'extrême droite passe de 10 à 20 sièges sur 100. Comme tous les partis qui atteignent le quorum de 7%, MCG et UDC profitent de la déconfiture de l'extrême gauche, qui paie ses divisions au prix le plus fort: sa sortie pure et simple du Parlement.

Pour la gauche, qui rêvait d'une majorité à la neuchâteloise, c'est le pire des scénarios, et une bonne leçon d'humilité. L'Alternative stagne loin de la majorité (42%), et ce sont les deux listes de l'Alliance de Gauche, en frôlant le quorum sans l'atteindre, qui lui font perdre 10 sièges. La droite garde

ainsi tous ses fauteuils et pavoise. A gauche, on fustige bien sûr les divisions, mais en coulisses c'est d'abord le discours xénophobe de Christian Grobet, leader de l'ADG «canal historique» (PdT et Indépendants), que l'on condamne. Et c'est surtout l'absence de Solidarités que l'on regrette.

Pour le PDC Pascal Pétroz, consensuel et optimiste, cette absence facilitera des compromis entre partis gouvernementaux. «Sur des sujets précis, pourquoi pas?», répond la présidente du PS genevois Laurence Fehlmann-Rielle. Pas question en revanche d'abandonner l'ancrage à gauche du PSG, dénoncé par l'arrogant libéral Pierre Weiss, qui voit dans le refus du Manifeste du Gurten la raison du mauvais score du PSG (-2 sièges) et de la progression des Verts (+5 sièges). Une analyse réfutée tant au PSG que chez les Verts. Il s'agirait plutôt d'une question de

style: le PS est trop terne, pas assez offensif et son image plus «politique» donne parfois l'impression qu'il est moins proche des gens. L'heure n'est pourtant pas aux règlements de comptes, ni

aux sermons des «y'avait qu'à». Il est temps de reconstruire une gauche plus unie. C'est ce qu'attend le peuple de gauche, notamment celles et ceux que le quorum a laissés sans voix au Parlement.



Kristin Ross

Mai 68 et ses vies ultérieures

L'histoire de Mai 68 en France constitue un cas flagrant de récupération et de manipulation, un hold-up que l'ouvrage de l'historienne américaine Kristin Ross dénonce. Ce hold-up s'est aggravé dans les années huitante.

Les médias ont imposé une interprétation de Mai 68 en appuyant les thèses des Ferry, des Kouchner et consorts. Les événements sont devenus une justification a posteriori à l'évolution de la société capitaliste en général et au changement de cap de quelques ex-soixante-huitards auto-proclamés. Sous leur plume, Mai devient alors une sympathique révolte de jeunes, tout au plus une évolution des mœurs. Plus grave, on avance que les événements de mai 68 portaient les ferments de l'individualisme que les années huitante ont par la suite célébré. Ils auraient été, en somme «le nettoyage de printemps du capitalisme» selon l'expression utilisée par Kristin Ross dans son ouvrage. Selon elle, ces attaques ont permis de rejeter et d'occulter les véritables utopies

de Mai 68. D'ailleurs, l'historienne rappelle à juste titre quel processus de cloisonnement a accompagné cette occultation: cloisonnement tout d'abord temporel au seul mois de mai, refusant par là-même toute racine au mouvement; cloisonnement géographique ensuite, qui limite le champ d'action à Paris, au Quartier Latin, voire même à la seule Sorbonne (alors que des contestations au moins aussi importantes étaient organisées partout en province); enfin cloisonnement social, qui n'évoque que la révolte des jeunes et des étudiants surtout.

Qui sait que pendant les mois de mai et juin 1968 la France connaît la plus grande grève générale de son histoire, suivie par huit millions de travailleurs et de travailleuses ?

QU'A ÉTÉ MAI 68 ?

L'intérêt de ce livre réside également dans les pistes d'interprétation très riches qu'elle donne des causes et des conséquences des mobilisations de mai. Ross montre comment le mouvement plonge ses racines dans les contestations anti-impérialistes des années soixante, contre la guerre d'Algérie puis contre celle du Vietnam. Elle montre également le rapprochement progressif entre les groupuscules d'extrême gauche et les travailleurs, immigrés notamment. Enfin, elle explique que la classe ouvrière française a également connu remous avant 1968, au travers de grèves le plus souvent sauvages. De l'autre côté de la barricade, elle rappelle comment le corps de police se militarise sous l'influence, entre autres, de Papon qui y incorpore les anciens soldats d'Algérie.

En définitive, ce livre est une magnifique démonstration de ce qu'a été le grand mouvement contestataire de 1968, et rappelle qu'il s'est agi de plus qu'un joli mois de mai.

Julien Wicki

Kristin Ross, Mai 68 et ses vies ultérieures, Bruxelles, Complexe, 2005.

EN BREF

Les autoroutes françaises complètement privatisées

Il paraîtrait qu'en Chinois, pour dire «comment ça va ?», on dit «as-tu mangé du riz ?». En France, dans un dialecte incompris par (une partie de) la gauche, il paraîtrait que pour dire «ça va ?», on demande «as-tu privatisé ?». Il semble que l'opération devienne une nouvelle norme culturelle. Une des dernières en date: les autoroutes.

L'État se rend compte en effet que pour gagner de l'argent beaucoup et tout de suite, il faut vendre. Le hiatus. Les autoroutes françaises avaient été financées en partenariat public-privé. On engageait une entreprise, pour une époque donnée, dans le but de réduire les coûts des investissements par l'État. Mais ce qui est en train de se tramer procède d'une autre logique: on va vendre le droit de percevoir de l'argent sur des installations qui ont déjà été amorties. Alors, belle affaire: on se fait un petit paquet tout de suite. Médiatiquement, l'opération est assez bénéfique aussi. Mais à plus long terme, bien sûr, c'est tout cela de rentrées en moins pour l'État français.

MS

Source: Alternatives économiques, septembre 2005.

NOTE DE LECTURE

Tristes flambeurs

Rarement dans la littérature publiée en Suisse romande, un roman aura paru aussi anachronique. *Bras cassés*, de Jean Chauma, édité par Antipodes, est une sorte d'uppercut. Langage cru, scènes porno où le sexe est tristement ludique, solitude poisseuse de personnages que l'errance a pourris. Le héros, un soir en sortant d'une boîte de nuit: «Je m'étais cru libre, enfin débarrassé, et me voilà de nouveau pris au piège, la tête pleine d'alcool, ne sachant vraiment où aller, personne qui m'attende, personne qui s'inquiète. Il fait bon je décide de marcher à pied.»

Enfin quand je dis héros... *Bras cassés*, c'est un peu comme si le Belmondo des belles années s'était fracassé contre le zinc d'un bar; comme si, à force de braquer des banques, de coucher avec des prostituées et de frayer avec des mafieux corses, il était devenu méchant, cynique et alcoolique. Même dans le milieu interlope, le désenchantement est à la mesure des espoirs que la vie a fait naître. Pour le héros, Michel, les rêves ont le corps des femmes et l'odeur du fric. Mais auprès des premières, qu'il collectionne puis abandonne avec indifférence, il ne trouve pas ce qu'il cherche. Quant à l'argent, il le flambe sans y prendre de plaisir. Michel rate tout, même son désespoir. Bref, *Bras cassés*, c'est la rencontre, au saut du lit, de Bukowski et de Philippe Djian. Un peu raide parfois, mais notre époque a les héros qu'elle mérite.

Jean Chauma, l'auteur, connaît bien le milieu décrit dans le roman. La lumière crue qui éclaire les salles enfumées ne lui est pas étrangère. C'est emprisonné pour une lourde peine à la prison de Bochuz que Jean Chauma a pris le goût de l'écriture. Aujourd'hui libéré, il peut décrire ce monde de petites frappes et de grandes brutes sans tomber dans le romantisme ou la trivialité branchée. C'est la qualité et le défaut du livre: un trop fort parfum d'authenticité.

Géraldine Savary

Jean Chauma, *Bras cassés*, éditions Antipodes, Lausanne, 2005.

UNILlétrisme? UNILlogique? UNILdéserte?

L'Université de Lausanne fait peau neuve. Ovation dans les tribunes. Lancée en septembre dernier, la «nouvelle identité» de l'*alma mater* vaudoise a suscité son flot de discussions, et on ne se demande pas pourquoi. Wait and see.

A l'origine de cette initiative, le Rectorat de l'UNIL: on a une image ringarde, un logo ringard, des noms de bâtiments ringards, bref on est nazes. Il faut que ça bouge, et que ça saute.

L'idée (hum hum), c'est donc de donner un coup de lifting à la noble institu-

tion, avec un nouveau logo, de nouveaux noms de bâtiments et une signalétique de derrière les fagots. Parce qu'il faut quand même qu'on s'y retrouve. Fini donc les BFSH 1 et 2 (bâtiments des facultés de sciences humaines), le BB (bâtiment de biologie), le BCH (bâtiment de... ? Chimie ! Bravo, un point pour le monsieur à la moustache), etc. considérés comme «trop compliqués». Pour une nouvelle nomenclature, on a fait appel aux mots-valises, qui ont fait leurs preuves lors de l'expo 02. Vous vous souvenez des «arteplages» (art+plage=artéplage) ? C'est la même formule que l'on a tenté d'appliquer pour renommer onze bâtiments de l'Université. Dès la rentrée 2005 donc, les étudiants gambaderont joyeusement entre les divers Cubotron, Batochime, Amphimax, et autre Humense. Le jeu consiste à tenter de comprendre ce qui se cache derrière ces mystérieux mots-valises (on fait moins le mariole, hein Moustache ?). On l'aura constaté, c'est d'un ridicule affligeant. «Mon Dieu, j'aime bien l'humain et la science... Mais où dois-je aller ?» «Ben banane, à l'Humense !». Implacable. Le pire, c'est que rendre une université *fun* et en ligne avec les meilleurs slogans publicitaires, ça a un prix : un peu plus de 600'000 francs. En plus des attaques en règle menées contre la formation (i.e. bourses d'études réduites à l'os, auditoires bondés, assistants débordés, prix des taxes à la hausse, etc, etc, etc), y a finalement pas de quoi se marrer.

Laurello Miozaič

PS: les profs quant à eux, vu qu'ils n'ont semble-t-il rien d'autre à faire, ont créé le site <http://humense-non.m-a-t.com/>, pour faire part de leurs réticences face au projet. Comme on dit : «É-tu-diant pas content ! É-tu-diant pas content !»

NDLR

Mort d'un humaniste vaudois

Fin 2004, Papa Noël est dans les têtes, surtout celle du conseiller national radical vaudois et ancien syndic de Vevey, Yves Christen. Retrouvant les joies de la réalité sociale, le Monsieur, qu'on dit volontiers humaniste, s'engage pour les requérants déboutés du canton de Vaud. Il parraine un refuge dans sa ville de Vevey et étale sa «solidarité» avec les déboutés dans les médias du coin. Mais il accuse aussi les responsables de cette situation et de la dégradation générale de l'asile en Suisse: «Blocher et l'UDC ne veulent pas trouver de solution à l'asile. C'est leur fonds de commerce» (*Le Matin*, 02.12.2004).

En ces temps de septembre, le Conseil national ne fait pas de cadeaux aux requérants d'asile. Yves Christen non plus, lui qui vote avec l'UDC (et ses comparses radicaux et démocrates-chrétiens) le saccage de la Loi sur l'asile via une révision menée tambour battant par le conseiller fédéral Blocher. Le fonds de commerce est donc assuré. Une attitude paradoxale de notre humaniste veveysan? Non, plutôt un éloge à la cécité volontaire: «à une ou deux choses près, je la trouvais acceptable (...) Les droits humains sont respectés, et cette loi, n'est pas beaucoup plus restrictive que la précédente» (*Le Matin Dimanche*, 02.10.2005). Supprimer l'admission humanitaire est très certainement une manière de respecter les droits humains chez Monsieur Christen. Et l'on se dit que l'humaniste radical a eu bien raison d'annoncer sa retraite politique pour l'automne 2006. Un joli cadeau, merci Papa Noël.

Yves Steiner

EN BREF

Ces corrélations sont significatives

Que les vaincus se convainquent à nouveau. Selon *Alternatives économiques* (septembre 2005), deux statistiques intéressantes :

Plus la part des dépenses sociales dans le produit intérieur brut est importante, moins le taux de pauvreté infantile est grand. Par exemple, la part des dépenses sociales des USA est de 3% du PIB, et son taux de pauvreté infantile est de 23%. Pour le Canada, respectivement, 16% du PIB et 7% de pauvreté, et pour les pays scandinaves : entre 12 et 16% du PIB pour... environ 3 à 7% de pauvreté infantile.

Deuxième corrélation importante : on met en relation les recettes publiques en pourcentage du PIB et le rapport du revenu entre les 10% les plus riches et les 10% les plus pauvres. Le résultat est frappant également. Aux USA, pour 30% du PIB allant à l'État il faut multiplier le salaire moyen des 10% les plus riches par 16 pour atteindre celui des 10% les plus pauvres. Pour la Suède, la proportion du PIB est de 57%, et le rapport entre les deux groupes économiques donnés est de 6.

MS

LASI: EN MÉMOIRE D'UN RADICAL HUMANISTE



Rudolf Hilferding

«J'appelle le capital bancaire, – par conséquent capital sous forme d'argent, qui est transformé en capital industriel – le capital financier. Par rapport aux propriétaires, il conserve toujours sa forme d'argent, capital portant intérêt et il peut toujours être retiré sous forme d'argent. En réalité, la plus grande partie du capital ainsi placé par les banques est transformée en capital industriel productif (moyens de production et force de travail) et fixée dans le processus de production. Une partie de plus en plus grande du capital employé dans l'industrie est du capital financier, capital à la disposition des banques et employé par les industriels.»

Le capital financier, 1970 (1910), Editions de Minuit. p. 318).

Rudolf Hilferding (1877-1941), membre du parti social-démocrate allemand, théoricien marxiste du capital financier. Deux fois ministre des finances sous la République de Weimar dans les années 1920. Se suicidera dans les prisons de la Gestapo en 1941.



AGENDA

22 et 23 octobre

Convention européenne des collectivités publiques contre l'AGCS.
Liège, Belgique.

25 octobre

«Les partenariats public-privé et la coopération au développement» – Table ronde avec Christine Eberlein. Org.: Déclaration de Berne.
12h00, IUED, 24, rue Rothschild, Genève.

25 octobre

«La société malade de la gestion» – Conférence de Vincent de Gaulejac, en introduction des Assises du social. Org.: CEFOC.
18h00, Aula HETS-IES, 16 rue du Pré-Jérôme, Genève.

28 octobre

Colombie, droits humains en danger – Conférence avec Anouk Henry, témoignage après deux ans d'engagement dans ce pays avec les Brigades Internationales de Paix.
19h30, Musée d'histoire naturelle, Neuchâtel.

29 et 30 octobre

«Le cas Nestlé» – 29 oct.: Audience publique sur Nestlé en Colombie, 30 oct.: Forum international. Org.: MultiWatch.
09h15, Kornhausforum, Berne.

30 octobre

Neuchâtel: élection complémentaire au Conseil des Etats.

Du 1^{er} au 20 novembre

Assises du social – Les professionnel-le-s du travail social invitent les citoyen-ne-s, les élu-e-s, les militant-e-s associatifs et syndicaux à se questionner, se retrouver et échanger. Org.: Maison Quartier Jonction, SSP-VPOD et SIT, HETS-IES et CEFOC Genève, EESP Lausanne.

Maison de Quartier de la Jonction, 18bis av. Ste-Clotilde, Genève. Programme sur:
<http://www.maison-quartier-jonction.ch/assises.htm>

3 novembre

Café politique – «L'intégration des personnes migrantes dans le canton de Vaud».
20h30, Brasserie La Bavaria, Lausanne.

13 novembre

Genève: élection au Conseil d'Etat.

JAB
1002 Lausanne

Pages de gauche
Mensuel d'opinions socialistes

Paroles de banquiers...

PAS LE TEMPS D'ÊTRE MORAUX

«Nous, banquiers, n'avons pas la moindre raison de nous préoccuper de ce thème de la moralité qui revient régulièrement à la surface, telle une épidémie, comme la malaria. Une fois cela s'appelle Grèce, une fois Portugal, une autre fois Chili. C'est une affaire de mode. (...) Si nous voulons donner du travail à nos gens et en même temps contribuer à développer l'économie mondiale, nous ne pouvons absolument pas aborder de tels sujets pseudo-normaux.»

Heinz Wuffli, ancien directeur général du Crédit suisse, in Volksrecht 24.5.1977, cité in La Déclaration de Berne (1978).

Les secrets du secret bancaire suisse.

QUAND LES BANQUIERS CRÉENT DES LÉGENDES: LES FONDS EN DÉSHÉRENCE SONT UN MYTHE...

«C'est ici le lieu de rectifier une allégation qui a couru après la guerre et suivant laquelle, de nombreux titulaires juifs allemands de dépôts bancaires en Suisse ayant disparu dans l'Holocauste, les banques suisses se seraient appropriées après la guerre ces avoirs que personne ne réclamait et se seraient de cette manière

enrichies. Cette allégation est entièrement fautive. La plus grande partie de ces dépôts a retrouvé des ayants droits, soit les titulaires, soit leurs héritiers, soit des légataires.»

Philippe de Weck, ancien président de l'UBS, (1992). Nouveau Manuel de politique extérieure suisse, p. 877.

...ET LE SECRET BANCAIRE À BUT HUMANITAIRE !

«Il y a lieu de relever que c'est en raison de cet afflux de capitaux de persécutés qu'a été introduit dans la législation suisse le fameux secret bancaire. Des émissaires des organismes nazis suivaient en effet en Suisse les émigrés. Ils essayaient de se procurer des indications sur les capitaux qu'ils détenaient en Suisse. En possession de telles indications, ils auraient été en mesure d'exercer des chantages sur les membres de la famille restés encore en Allemagne. C'est pour éviter que de telles indications parviennent aux émissaires nazis qu'un secret bancaire particulièrement sévère a été introduit à cette époque dans la législation suisse. C'était un acte courageux à un moment où l'Allemagne, si proche de la Suisse, était si puissante.»

Le même, p. 877.